

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		référence dossier
Demande déposée le 13/06/2025		N° DP 87 114 2500090
Complétée le		
<b>Par :</b>	Monsieur WACQUANT Olivier	<b>Surface de plancher autorisée :</b> 10.66 m <sup>2</sup>
<b>Demeurant à :</b>	17, allée de la Couture Charbon 87350 PANAZOL	
<b>Pour :</b>	Piscine et abride jardin	<b>Destination :</b> Habitation
<b>Sur un terrain :</b>	17, allée de la Couture Charbon	

**Le Maire de Panazol :**

VU la déclaration préalable présentée le 13/06/2025 par Monsieur WACQUANT Olivier demeurant 17, allée de la Couture Charbon - 87350 PANAZOL et enregistrée par la mairie de PANAZOL sous le numéro DP 87 114 2500090 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25 janvier 2017, modifié le 26 juin 2019, le 10 février 2022 et le 5 mai 2022 et révisé le 18 février 2020 ;

VU l'affichage en mairie du dépôt de la demande de déclaration préalable en date du 13 juin 2025 ;

VU l'avis favorable avec prescriptions de la Direction du Cycle de l'Eau de la Communauté Urbaine de Limoges Métropole en date du 24 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet objet de la déclaration préalable consiste, sur un terrain situé 17, allée de la Couture Charbon, à Panazol (87350), cadastré BE 0132 d'une superficie de 1 020 m<sup>2</sup> en :

- la réalisation d'une piscine enterrée d'une superficie de bassin de 32 m<sup>2</sup> ;
- la construction d'un abri de jardin d'une surface de plancher de 10,66 m<sup>2</sup> avec des murs en parpaings et enduit de même teinte que la maison d'habitation, une toiture plate à faible pente équipée de 4 panneaux solaires d'une puissance totale de 2000 Wc et d'une superficie de 8 m<sup>2</sup> ;

**..... ARRÊTE .....**

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2 :** Les prescriptions contenues dans l'avis de de la Direction du Cycle de l'Eau de la Communauté Urbaine de Limoges Métropole en date du 24 juin 2025 seront strictement respectées :

- les eaux pluviales de la toiture de l'abri de jardin seront collectées et infiltrées sur la parcelle. En aucun, elles ne seront dirigées vers la propriété voisine.
- en l'absence de réseaux de collecte eaux usées et eaux pluviales pouvant recevoir les eaux de vidange et de lavage de filtre de la piscine, celles-ci ne devront en aucun cas rejoindre le dispositif d'assainissement autonome.

Elles devront être contenues à la parcelle avec un dispositif dimensionné et adapté à la nature du sol. Pour les eaux de vidange uniquement, il pourra être toléré un rejet sur les fonds inférieurs à débit régulé, après accord notarié du propriétaire et neutralisation du désinfectant.

À PANAZOL, le 10/07/2025

Pour le Maire,  
Par Délégation,  
Le Conseiller Délégué



Alain BOURION

---

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérékurs citoyens » accessible par le site internet « [www.telerekurs.fr](http://www.telerekurs.fr) ».

24 JUIN 2025



Direction du cycle de l'eau

LIMOGES METROPOLE  
Commune de PANAZOL

Demande de Déclaration Préalable  
N° 0871142500090

**Affaire suivie par :**

- M. YOHANN CHAUDEL  
- Tél. : 05.55.04.46.87

**NOM DU PETITIONNAIRE :** WACQUANT OLIVIER

**ADRESSE DES TRAVAUX :** 17 ALLEE DE LA COUTURE CHARBON

**PARCELLE(S) :** BE 132

**NATURE DES TRAVAUX :** PISCINE ET ABRI DE JARDIN

**AVIS FAVORABLE**

**\* PRESCRIPTIONS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT \***

**Eaux usées et eaux pluviales :**

En l'absence de réseaux de collecte eaux usées et eaux pluviales pouvant recevoir les eaux de vidange et de lavage de filtre liées à l'entretien régulier de la piscine, celles-ci ne devront en aucun cas rejoindre le dispositif d'assainissement non collectif. Elles devront être contenues à la parcelle avec un dispositif adapté à la nature du sol. Pour les eaux de vidange uniquement, il pourra être toléré un rejet sur les fonds inférieurs à débit régulé, après accord notarié du propriétaire et neutralisation du désinfectant.

Concernant, les eaux pluviales collectées par l'abri de jardin, elles devront être infiltrées à la parcelle par l'intermédiaire d'un dispositif le plus adapté.

Toutes les précautions utiles devront être prises lors de la phase chantier afin d'éviter toute détérioration des ouvrages constituant la filière d'assainissement non collectif existante qui devront être maintenus accessibles.

La Directrice du cycle de l'eau,

Marie CROUZOLON